

LE DÉSERT DES TARTARES DE LA CROISSANCE ITALIENNE

Stratégies pour la relance économique dans une Europe en ralentissement

Mauro Napolitano

Université Côte d'Azur, CNRS, GREDEG, France

Francesco Toni

Université Côte d'Azur, CNRS, GREDEG, France

L'économie italienne est depuis longtemps caractérisée par une faible croissance, une productivité stagnante et une dette publique élevée. Ces dernières années, la baisse des salaires réels, la sous-utilisation et l'émigration de la main-d'œuvre qualifiée, l'aggravation des disparités territoriales et l'augmentation des inégalités de revenus et de patrimoine ont accompagné ces carences. La structure productive du pays reste concentrée dans les secteurs traditionnels, dominés par les petites entreprises, et sous-représentée dans les industries stratégiques à fort potentiel de gains de productivité. S'appuyant sur des données macro-économiques et sectorielles, cette étude évalue la situation actuelle de l'Italie et présente les mesures nécessaires pour inverser ces tendances. Elle propose aussi une stratégie industrielle fondée sur la complémentarité entre l'État et le marché, une coordination à long terme et une gouvernance polycentrique appuyée par des politiques visant à enrayer la baisse des salaires réels et à réduire les inégalités, afin de reconstruire la capacité productive et d'assurer une prospérité largement partagée.

Mots clés : Italie, dette publique, croissance économique, inégalités, dynamique de la productivité, Union européenne, politiques

L'existence de Drogo, au contraire, s'était comme arrêtée. La même journée, avec ses événements identiques, s'était répétée des centaines de fois sans faire un pas en avant. Le fleuve du temps passait sur le fort, lézardait les murs, charriait de la poussière et des fragments de pierre, limait les marches et les chaînes, mais sur Drogo il passait en vain ; il n'avait pas encore réussi à l'entraîner dans sa fuite.

Dino Buzzati, *Le désert des Tartares*

L'Italie est confrontée depuis longtemps à un marasme économique, marqué par une croissance durablement faible, une productivité stagnante et une dette publique élevée, qui s'est accompagné, ces dernières années, de l'apparition de nouvelles faiblesses structurelles. La baisse des salaires réels, la sous-utilisation persistante et l'émigration de la main-d'œuvre qualifiée ainsi que l'aggravation des disparités territoriales et la récente augmentation des inégalités de revenus et de richesse définissent et distinguent désormais la trajectoire de l'Italie des autres grandes économies de la zone euro. Le système productif du pays reste fortement concentré dans les secteurs traditionnels, caractérisé par une part disproportionnée de petites entreprises et une présence insuffisante dans les industries stratégiques susceptibles de générer des gains de productivité futurs, telles que les semi-conducteurs et la microélectronique, ainsi que dans les activités de l'information et de la communication, comme l'intelligence artificielle et les logiciels à usage industriel (voir aussi Bock *et al.*, 2025, pour une liste des secteurs stratégiques). Bien que bon nombre de ces défis soient également affrontés par d'autres économies européennes, la position de l'Italie est plus fragile. Malgré le maintien d'une base industrielle importante et orientée vers l'exportation, son écart de productivité s'est creusé et l'emploi s'est de plus en plus orienté vers des secteurs de services à faible productivité tels que le tourisme.

Cette étude s'appuie sur des données macroéconomiques et sectorielles pour évaluer la situation actuelle de l'Italie et identifier les mesures politiques nécessaires pour inverser ces tendances, reconstruire la capacité de production et promouvoir une prospérité largement partagée. Une piste possible pour remédier aux faiblesses structurelles de l'Italie est une stratégie industrielle pouvant s'appuyer

sur les complémentarités entre l'État et le marché, favorisant la coordination à long terme entre les différents acteurs et ayant la capacité d'intégrer des mesures complémentaires visant à enrayer la baisse des salaires réels et à réduire les inégalités.

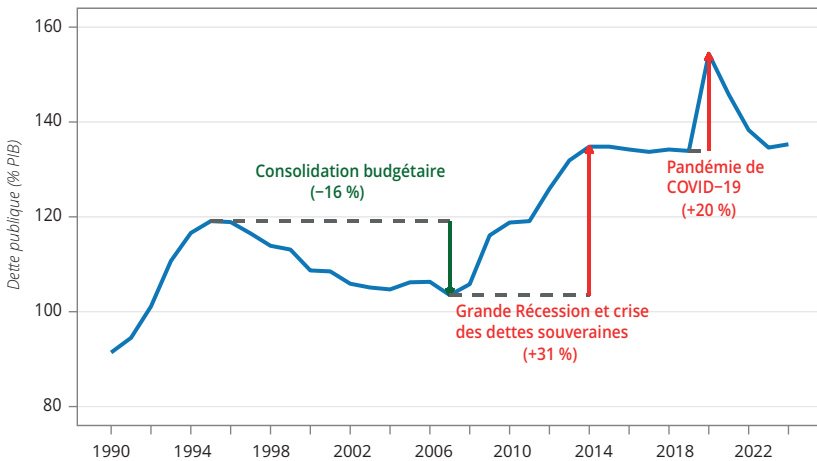
1. L'Italie continue à souffrir du lourd fardeau de sa dette publique

Après une période au cours de laquelle le ratio dette publique/PIB était demeuré stable autour de 130 %, l'économie italienne (voir graphique 1) a subi un ralentissement inédit sous l'effet de la pandémie de Covid-19. Cette situation a conduit le gouvernement à privilégier la gestion de l'urgence sanitaire, le soutien à l'activité économique et le renforcement du bien-être social. Il en a résulté une dégradation rapide du solde budgétaire net ainsi qu'une hausse du ratio dette publique/PIB d'environ 20 points de pourcentage (pp), atteignant 154,5 % du PIB en 2020. Cette progression a ravivé les préoccupations entourant la dette italienne, déjà étroitement surveillée en raison de doutes persistants quant à sa soutenabilité (FMI, 2020). Dans la période postpandémique, l'Italie a connu une reprise vigoureuse et a évité les séquelles économiques (FMI, 2022). La reprise s'est accompagnée d'une réduction significative du ratio dette/PIB au cours des deux années qui ont suivi la pandémie. Néanmoins, en 2024, la dette publique demeurait élevée, s'établissant à 135,3 % du PIB, soit la plus importante parmi les économies européennes de taille comparable. Bien que les ratios d'endettement public et les prêts nets aient augmenté dans tous les pays européens pendant la pandémie, l'impact a été particulièrement sévère en Italie, où ceux-ci ont aggravé une situation budgétaire déjà fragile. Le graphique 2 met en évidence plusieurs éléments de projection quant aux vulnérabilités des finances publiques italiennes. D'une part, la durée moyenne de la dette publique est restée stable, autour de sept ans, un niveau relativement satisfaisant et comparable à celui de l'Allemagne ainsi qu'à la moyenne de l'OCDE (OCDE, 2025). D'autre part, le coût moyen de la dette, qui a diminué régulièrement entre 2012 et 2022, est à nouveau en hausse à la suite de la suppression progressive des programmes d'assouplissement quantitatif de la BCE (APP et PEPP)¹. En outre, les récents

1. Au milieu de l'année 2025, les rendements des obligations d'État françaises et italiennes se sont alignés, les rendements français à cinq ans dépassant brièvement ceux de l'Italie (voir, par exemple, Nangle, 2025). Cette inversion reflète une détérioration de la perception de la stabilité budgétaire française plutôt qu'une amélioration fondamentale du profil de crédit de l'Italie.

changements dans la répartition de la dette entre les différentes catégories de détenteurs indiquent que l'Italie revient lentement à un schéma antérieur à 2010 : la part de la dette détenue par l'Eurosystème est remplacée par les avoirs d'investisseurs étrangers (voir Banca d'Italia, 2025), et ce malgré les efforts déployés par les gouvernements italiens successifs pour augmenter la part de la dette publique détenue par les ménages nationaux². Une structure de la dette de plus en plus dépendante des investisseurs privés étrangers expose davantage l'Italie aux effets boule de neige déclenchés par la dynamique des marchés financiers et augmente le risque de spirales autoréalisatrices (Calvo, 1988 ; Broner et *al.*, 2014), telles que celles qui se sont produites pendant la crise de la dette souveraine.

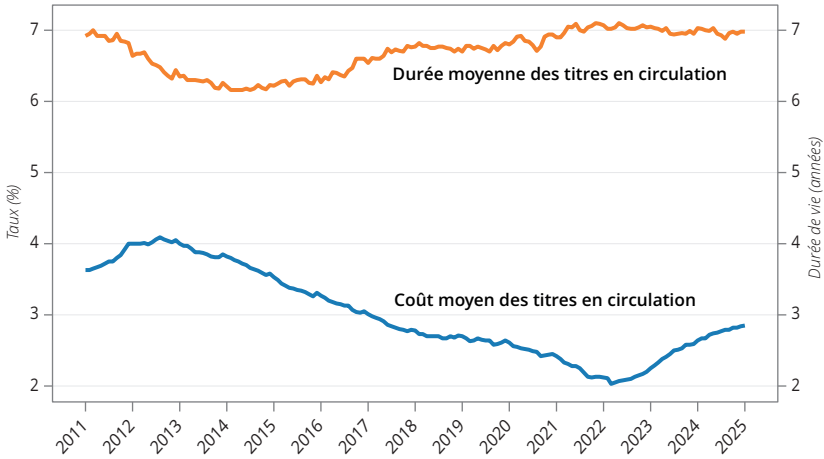
Graphique 1. Évolution du ratio dette publique/PIB en Italie



Source : AMECO.

2. Voir, par exemple, l'émission des « BTP Italia », des obligations à long terme indexées sur l'inflation destinées aux investisseurs particuliers (MEF).

Graphique 2. Coût moyen de la dette en circulation (échelle de gauche) et durée de vie moyenne de la dette publique en circulation (échelle de droite) pour l'Italie



Source : Banca d'Italia, 2025.

2. Pourquoi la dette italienne reste élevée : crises et faible croissance structurelle

La dette publique élevée de l'Italie a des racines historiques profondes (voir Antonin *et al.*, 2019), mais son niveau constamment élevé au cours des dernières décennies ne peut être attribué à un laxisme budgétaire. Le tableau 1 montre qu'à l'exception de la période de la pandémie de Covid-19 (2020-2024), les gouvernements italiens ont constamment maintenu des excédents primaires substantiels pendant plus de deux décennies. Cependant, ces efforts de consolidation soutenus ont été entravés par une faible croissance économique. Depuis le début des années 2000, la croissance du PIB italien demeure systématiquement inférieure à celle des autres grandes économies européennes, comme l'illustre le graphique 3. Cette stagnation structurelle a limité le pouvoir de réduction de la dette avec les excédents budgétaires. En outre, la trajectoire de la dette italienne a été profondément influencée par plusieurs chocs économiques majeurs, notamment la Grande Récession et la crise de la dette souveraine. Comme le montre le graphique 1, entre 2008 et 2014, le ratio dette/PIB a bondi de 31 pp, soit près du double de la réduction obtenue sur l'ensemble de la période d'assainissement située entre 1995 à 2007. Cette dynamique met en lumière la façon dont la combinaison d'une croissance structu-

rellement faible et des chocs négatifs majeurs ont constamment compromis les efforts de redressement budgétaires entrepris par les gouvernements italiens.

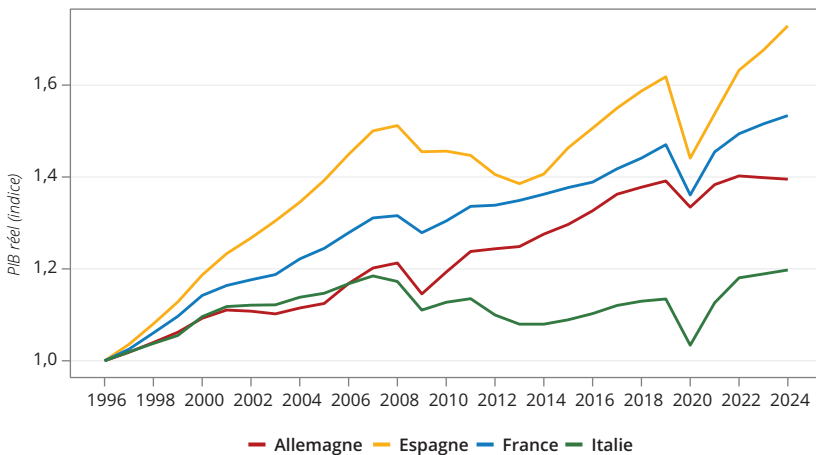
Tableau 1. Soldes primaires structurels des pays de la zone euro

En pourcentage du PIB

Pays	1995-1999	2000-2004	2005-2009	2010-2014	2015-2019	2020-2024
Allemagne	-0,58	-0,35	1,06	1,56	1,60	-2,01
Autriche	0,22	1,12	-0,15	0,55	1,02	-3,63
Belgique	5,91	5,42	1,70	0,16	0,70	-3,36
Espagne	1,66	1,78	-2,59	-4,31	-2,02	-1,97
Finlande	3,26	5,56	6,22	1,06	-0,32	-2,22
France	0,83	-0,17	-1,86	-2,64	-1,86	-4,36
Grèce	3,25	-0,61	-8,73	-2,09	3,34	-0,47
Irlande	5,19	0,71	-4,26	-4,13	0,38	-1,88
Italie	5,36	1,94	0,42	2,01	1,36	-3,34
Luxembourg	4,33	2,26	1,39	1,85	2,18	0,27
Pays-Bas	2,27	0,90	0,21	-1,15	1,60	-0,92
Portugal	0,47	-2,45	-3,24	-2,40	1,52	1,35
Zone euro (12 pays)	1,61	0,74	-0,57	-0,47	0,35	-2,54

Sources : Données AMECO et calculs des auteurs.

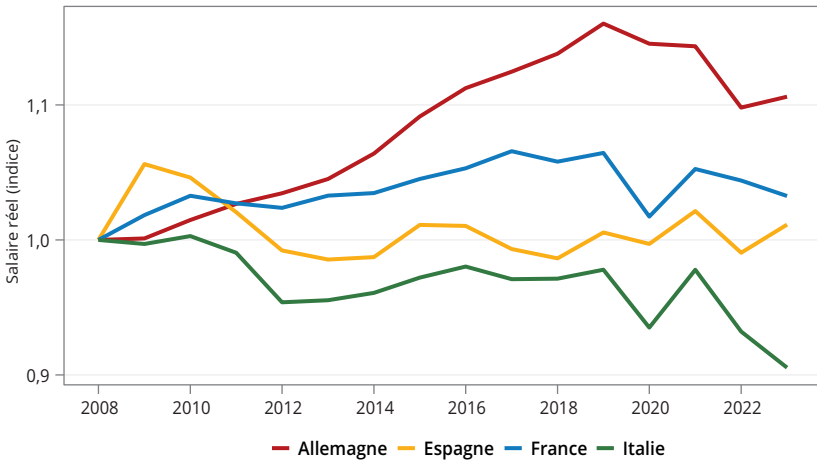
Graphique 3. Soldes budgétaires structurelles et croissance du PIB réel dans différents pays de la zone euro



Note : Croissance cumulée du PIB réel en Italie, en France, en Allemagne et en Espagne, ramenée à 1 pour l'année de référence (1996).

Sources : Données Eurostat et calculs des auteurs.

Graphique 4. Croissance cumulative des salaires réels en Italie, en France, en Allemagne et en Espagne, indexée sur 2008 = 1



Note : Salaire moyen ajusté à temps plein par employé, déflaté par l'IPCH (tous postes confondus).

Sources : Données Eurostat et calculs des auteurs.

3. Autres tendances inquiétantes : baisse des salaires réels, fuite des cerveaux...

L'Italie est confrontée à un autre défi structurel majeur : le niveau des salaires réels, bas et stagnants. L'Italie est le pays qui parmi les plus grandes économies de l'OCDE a enregistré la plus forte baisse des salaires réels (voir OCDE, 2024). Le graphique 4 montre que, depuis 2012, les salaires réels ont augmenté beaucoup moins en Italie et en Espagne qu'en France et en Allemagne. Cette tendance à la baisse s'est notamment aggravée en Italie à la suite de la pandémie de Covid-19. En 2022, par exemple, la croissance des salaires réels est restée négative en Italie, tandis que les trois autres grandes économies de la zone euro ont connu une modeste reprise. La persistance d'une croissance salariale négative malgré les récentes améliorations en matière d'emploi et de chômage (OCDE, 2024) souligne l'incapacité structurelle du marché du travail italien à engendrer des emplois de haute qualité. Cette incapacité est particulièrement accentuée pour les travailleurs qualifiés. Le graphique 5a montre l'évolution de la proportion de travailleurs qualifiés, employée (correspondant aux groupes 2

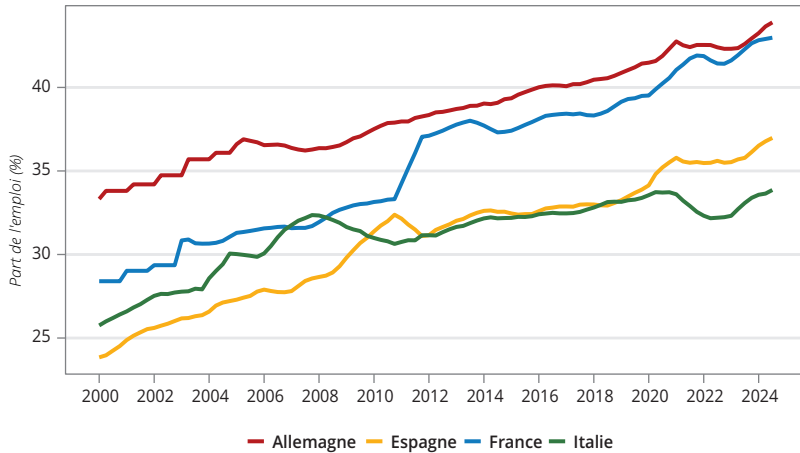
et 3 de la CITP : « professionnels » et « techniciens et professionnels associés ») dans les quatre plus grandes économies de la zone euro. Il est évident que l'emploi qualifié a augmenté beaucoup plus lentement en Italie qu'en Allemagne et en France et, depuis 2020, avec un retard indéniable par rapport à l'Espagne. Au dernier trimestre 2024, la proportion de travailleurs qualifiés dans l'emploi total s'élevait à 33,9 % en Italie, soit 10 pp de moins qu'en Allemagne (43,9 %) et 9,1 pp de moins qu'en France (43 %).

Cette difficulté à trouver des opportunités d'emploi adéquates, combinée à la stagnation ou à la baisse des salaires réels, a entraîné une émigration importante des diplômés italiens. Le graphique 5b montre que depuis 2014, l'Italie connaît un déficit migratoire négatif et persistant de diplômés. La proportion des diplômés du total des émigrants italiens n'a cessé d'augmenter au fil du temps. En 2023, la moitié des expatriés italiens âgés de 25 à 34 ans étaient titulaires d'une licence ou d'un diplôme supérieur (voir Istat, 2025).

La baisse des salaires, l'incapacité du système productif italien à offrir des emplois qualifiés ainsi que l'exode des cerveaux comme répercussion, constituent les signes les plus évidents d'une mauvaise utilisation des talents comme facteur clé des perspectives économiques préoccupantes de l'Italie, comme déjà mentionné par Antonin *et al.* (2019). Les causes profondes de ce phénomène résident principalement dans la faible croissance chronique de la productivité en Italie, la taille moyenne insuffisante de ses entreprises et le biais structurel de son économie en faveur des secteurs traditionnels. Certaines caractéristiques institutionnelles du marché du travail ont également contribué à maintenir la stagnation générale des salaires. En particulier, l'Italie reste l'un des rares pays européens à ne pas avoir de salaire minimum légal, s'appuyant plutôt sur des conventions collectives sectorielles couvrant la majorité des salariés. Cependant, ce modèle est remis en cause par la prolifération de conventions collectives signées par des organisations syndicales non représentatives, qui nuisent aux conditions de travail et favorisent le dumping salarial. Les récentes décisions politiques se sont ultérieurement éloignées de la mise en place d'un salaire minimum légal (voir par exemple CNEL, 2023).

Graphique 5a. Tendances en matière d'emploi qualifié et migration qualifiée en Italie

(a) Part de l'emploi des travailleurs qualifiés

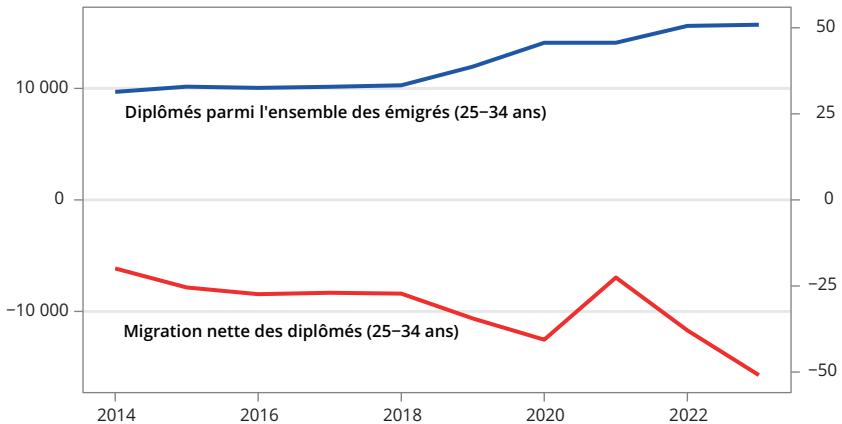


Note : Les professions qualifiées correspondent aux groupes 2 et 3 de la CITP (« professionnels » et « techniciens et professionnels associés »).

Sources : Istat, 2025.

Graphique 5b. Tendances en matière d'emploi qualifié et migration qualifiée en Italie

(b) Migration nette des diplômés âgés de 25 à 34 ans (en milliers, échelle de gauche) et proportion de diplômés parmi l'ensemble des expatriés âgés de 25 à 34 ans (échelle de droite)



Note : Les professions qualifiées correspondent aux groupes 2 et 3 de la CITP (« professionnels » et « techniciens et professionnels associés »).

Sources : Istat, 2025.

4. Aggravation des inégalités économiques et régionales

Depuis 2008, l'Italie connaît un renversement de tendance en matière d'inégalités de revenus, avec une hausse des inégalités de revenus nets des impôts (rapport mesuré sur 10 % des plus riches et 50 % des plus pauvres de la distribution des revenus, voir graphique 6a). En conséquence, les inégalités, qui avaient diminué jusqu'en 2008, sont revenues aux niveaux observés au début des années 2000 (voir également Guzzardi *et al.*, 2024). Cette inversion de tendance contraste avec les autres grands pays de la zone euro, où les inégalités de revenus sont restées stables (France, Espagne) ou se sont réduites ces dernières années (Allemagne).

La concentration des richesses en Italie a également augmenté de manière significative. L'Italie affiche désormais le ratio richesse privée/revenu le plus élevé entre les quatre plus grands pays de la zone euro (voir tableau 2). En Italie, le montant de richesse privée détenue correspond à environ sept ans de revenu national quand en revanche, en 2024, le montant de la dette publique était aux environs de 1,3 an de revenu national.

Tableau 2. Ratio entre la richesse privée nette et le revenu national dans les quatre plus grandes économies de la zone euro

Pays	1995-1999	2000-2004	2005-2009	2010-2014	2015-2019	2020-2023
France	3,28	3,85	5,05	5,36	5,54	6,21
Allemagne	3,82	3,95	4,00	4,25	5,26	6,50
Italie	5,07	5,49	6,75	7,27	6,89	6,85
Espagne	4,51	5,52	7,18	6,81	6,48	6,76

Source : Base de données WID.

L'importance du patrimoine privé italien par rapport au revenu national a souvent été citée comme un facteur de résilience, permettant au pays de mieux absorber les chocs financiers (voir par exemple Garcia-Macia, 2021). Cependant, cette richesse est de plus en plus concentrée, ce qui reflète un déséquilibre croissant dans sa répartition. À ce sujet, Acciari, Alvaredo et Morelli (2024) montrent que les inégalités de richesse en Italie ont augmenté depuis 1995, la part concernant 1 % des plus riches progresse au détriment des 50 % représentant les plus pauvres (voir également le graphique 6b). De plus, la richesse des 5 000 personnes les plus riches (soit 0,01 %) a presque triplé, passant de 1,8 % à 5 %.

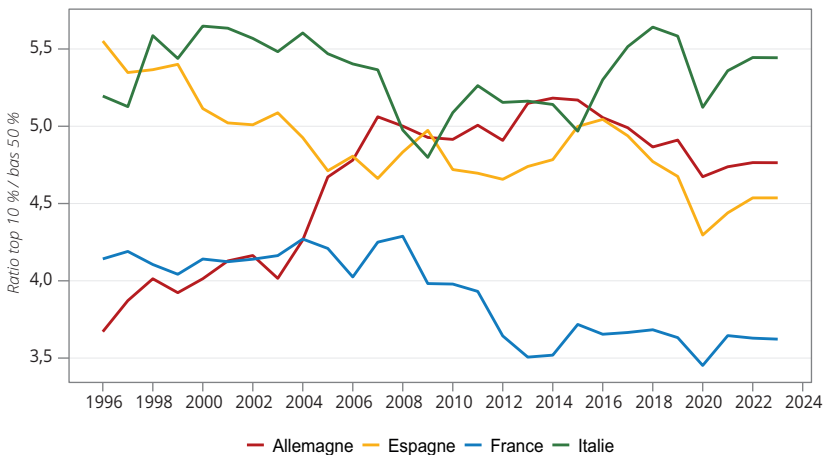
Les travaux de Brandolini, Gambacorta et Rosolia (2018) et Cetrulo, Sbardella et Virgillito (2023) démontrent que la croissance macroéconomique et la polarisation croissante des salaires sur le marché du travail sont les principaux facteurs à l'origine des tendances inégalitaires susmentionnées. Concernant les inégalités de richesse, Acciari, Alvaredo et Morelli (2024) soulignent le rôle joué par la hausse des taux d'épargne des ménages les plus aisés, l'évolution des cours boursiers et la polarisation des salaires, tout en relevant peu d'éléments ayant un impact significatif lié à la dynamique des prix de l'immobilier. En outre, ils montrent que les héritiers fortunés ont bénéficié d'une baisse de la charge fiscale au cours des deux dernières décennies à la suite des changements politiques où la progressivité de l'impôt sur les successions et les donations a été érodée. Ce dernier point est également important à la lumière des travaux de Guzzardi *et al.* (2024), qui démontrent que le système fiscal italien n'est que sommairement progressif jusqu'au 95^e centile sur la répartition des revenus et devient régressif pour les 5 % des plus riches. De plus, celui-ci est régressif sur l'ensemble de la répartition lorsque les individus sont classés en fonction de leur richesse nette.

Enfin, l'Italie est caractérisée depuis longtemps par des disparités régionales. À cet égard, le graphique 7 indique l'existence d'un écart de 45 % entre le revenu par habitant du sud et celui du nord du pays, alors que cet écart est beaucoup plus faible entre les régions du nord et celles du centre. Il est intéressant de noter que ce graphique montre également que les écarts de revenus entre les régions sont restés pratiquement inchangés depuis près de trois décennies, ce qui indique l'absence totale de tout signe de convergence. Cependant, les disparités régionales ne se limitent pas aux revenus. Des tendances inquiétantes ont également émergé dans le domaine de la santé publique, en raison des réformes constitutionnelles de 2021 et de la fragmentation régionale de plusieurs services publics. Deux articles récents publiés dans la revue médicale *The Lancet* (The Lancet, 2025 ; Piscitelli *et al.*, 2025) soulignent les dysfonctionnements systémiques causés par la fragmentation du système de santé italien en 21 systèmes différents. La décentralisation a engendré, entre les régions, de fortes disparités dans l'accès aux soins et la qualité, dans la mesure où l'inefficacité structurelle de la gestion des données a joué un rôle central.

L'absence d'un système national unifié de dossiers médicaux électroniques, la faible interopérabilité entre les régions, les infrastructures numériques obsolètes et les obstacles juridiques et bureaucratiques ont

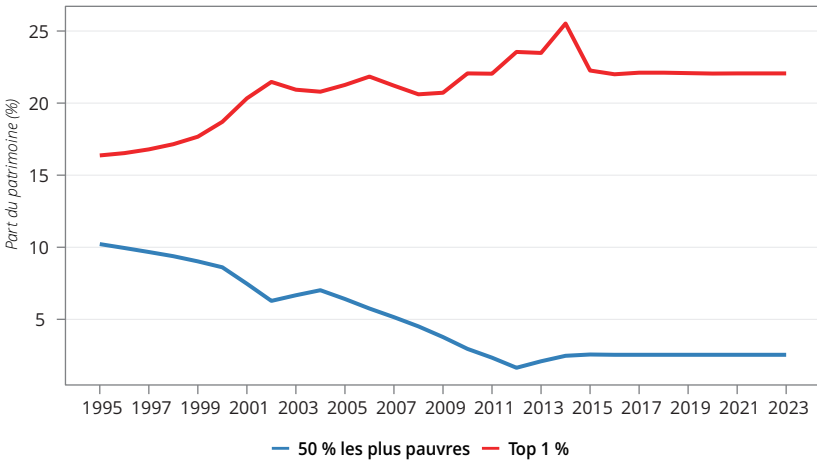
compromis non seulement l'efficacité clinique et l'équité pour les patients, mais aussi la capacité du pays à mener des recherches médicales multicentriques de haute qualité. L'une des principales conséquences de cette fragmentation est le flux important de patients, en particulier ceux provenant du Sud, moins bien doté en ressources, vers le Nord, mieux équipé, à la recherche de soins de meilleure qualité. Cependant, faute de systèmes interopérables, les hôpitaux des régions d'accueil ne peuvent souvent pas accéder aux dossiers médicaux des patients ; cela entraîne des tests diagnostiques répétés, des retards dans les traitements et des coûts plus élevés (The Lancet, 2025). À elle seule, la mobilité interrégionale des patients engendre environ 3,3 milliards d'euros de dépenses supplémentaires par an.

Graphique 6a. Tendances en matière d'inégalités de revenus et de richesse dans différents pays de la zone euro
(a) Évolution du rapport entre les 10 % les plus riches et les 50 % les plus pauvres (revenu après impôt)



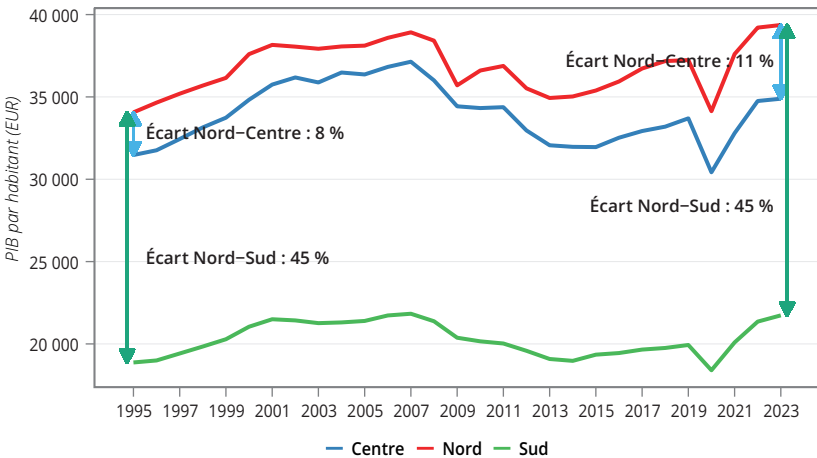
Source : Base de données WID.

Graphique 6b. Tendances en matière d'inégalités de revenus et de richesse dans différents pays de la zone euro
(b) Évolution de la part de richesse détenue par les 1 % les plus riches et les 50 % les plus pauvres



Note : Valeurs en chaîne indexées sur 2020.
Sources : Base de données WID.

Graphique 7. Évolution des écarts de revenu par habitant entre les macro-régions italiennes

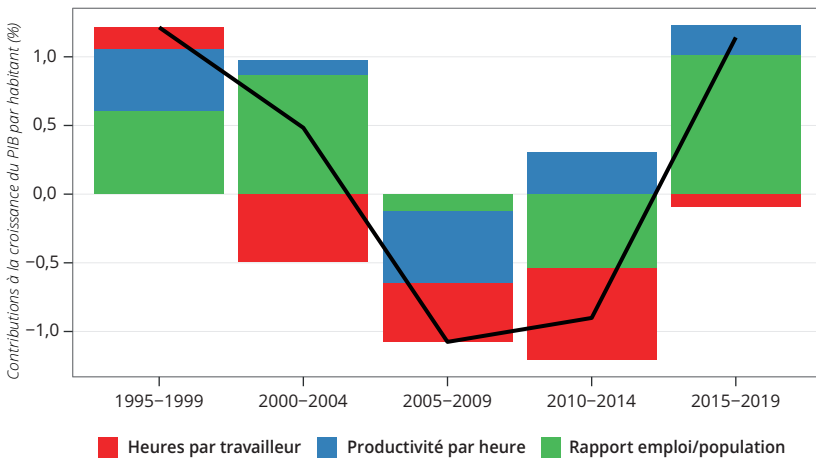


Note : Valeurs en chaîne indexées sur 2020.
Sources : Données ISTAT et calculs des auteurs.

5. Une analyse structurelle des facteurs à l'origine de la faible croissance de l'Italie

Bon nombre des problèmes de l'Italie évoqués ci-dessus, ont pour origine la stagnation de sa croissance des trois dernières décennies. Bock *et al.* (2024) illustrent les effets d'une croissance insuffisante et persistante sur l'écart de revenus entre l'Italie et d'autres pays, en particulier les États-Unis. Entre 2000 et 2019, le PIB par habitant italien est passé de 81 % à 64 % par rapport au PIB par habitant américain, soit une diminution de 17 pp, beaucoup plus importante que dans d'autres pays comme l'Allemagne, la France ou l'Espagne. Nous analysons plus en détail les facteurs de la stagnation économique italienne, d'abord en effectuant une décomposition du revenu par habitant, puis en examinant la contribution des différents secteurs et la dynamique de la productivité.

Graphique 8. Facteurs de croissance du revenu par habitant en Italie



Sources : Base de données EU KLEMS et calculs des auteurs.

5.1. Décomposition de la croissance du revenu par habitant en Italie

Suivant l'exemple de Bock *et al.* (2024), nous décomposons le PIB par habitant ($\frac{Y}{P}$) en trois composantes : 1) la productivité par heure travaillée ($\frac{Y}{H}$), 2) le nombre moyen d'heures travaillées par employé ($\frac{H}{E}$), et 3) le ratio emploi/population ($\frac{E}{P}$). Voir l'équation 1 ci-dessous :

$$\frac{Y}{P} = \frac{Y}{H} \times \frac{H}{E} \times \frac{E}{P} \quad (1)$$

Le graphique 8 représente les contributions à la croissance du revenu par habitant des différentes composantes mises en évidence par l'équation 1. Il montre que depuis le début des années 2000, la contribution de la productivité du travail a été négative (comme durant la période 2005-2009), ou bien, en termes absolus, inférieure aux contributions de l'emploi à la population et des heures travaillées. Ces résultats concordent avec ceux de Greco (2023) et Bock *et al.* (2024).

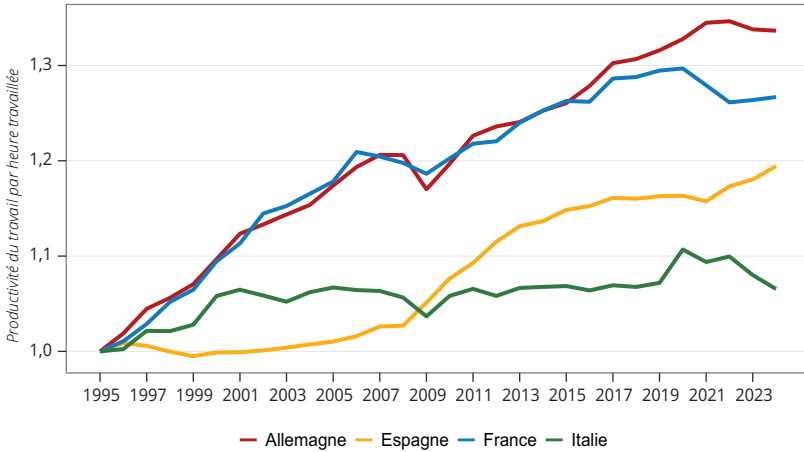
Cette dernière étude souligne également que la faible croissance de la productivité est le principal facteur à l'origine de l'élargissement de l'écart de revenus entre les États-Unis et l'Union européenne. Elle souligne en outre que l'Italie est le pays qui affiche les plus mauvais résultats en termes de croissance de productivité, du moins parmi les pays de taille comparable. Cette sous-performance est clairement illustrée dans le graphique 9a, qui montre l'évolution de la productivité du travail dans les quatre principales économies de la zone euro. Alors que la productivité du travail a augmenté en France, en Allemagne et en Espagne, elle est restée stagnante en Italie depuis le début des années 2000. Le tableau est encore plus préoccupant si l'on considère la productivité globale des facteurs, dont la croissance cumulative a été négative au cours de la même période (voir le graphique 9b). Il convient de noter que l'Espagne a suivi la même trajectoire jusqu'en 2009, mais que sa productivité globale des facteurs a depuis rebondi, laissant l'Italie à la traîne des plus grandes économies européennes en matière de croissance de la productivité.

5.2. Analyse des contributions sectorielles à la croissance de la productivité

Approfondissons les déterminants de la performance italienne en matière de productivité en analysant l'écart de croissance de la productivité du travail vis-à-vis de l'Allemagne. La comparaison avec l'économie allemande est motivée par deux considérations principales. D'une part, les deux pays présentent une structure productive comparable, caractérisée par un poids similaire du secteur manufacturier et une forte orientation vers les exportations. D'autre part, l'Allemagne constitue une référence pertinente dans la mesure où elle a enregistré la plus forte croissance de productivité parmi les quatre principales économies de la zone euro sur la période 2000-2019³.

3. La procédure que nous utilisons pour calculer les contributions sectorielles et les décomposer est détaillée à l'annexe I.

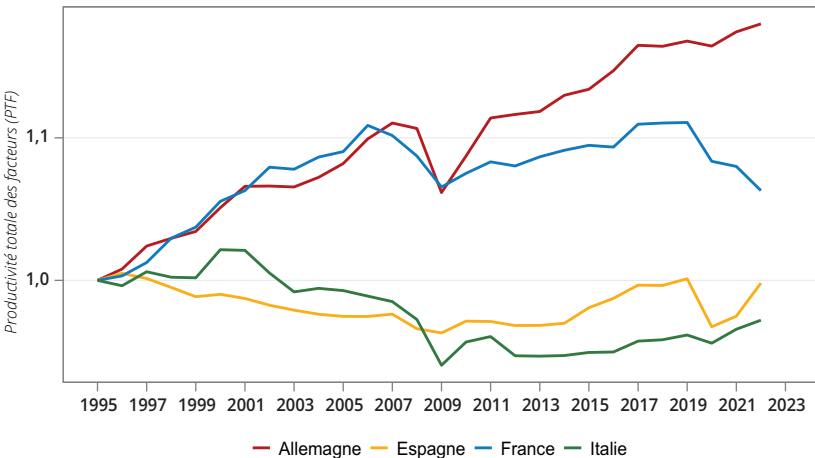
Graphique 9a. Productivité du travail et productivité totale des facteurs dans les quatre plus grandes économies de la zone euro
 (a) Évolution de la productivité du travail dans les quatre plus grandes économies de la zone euro



Note : Tous les indices sont normalisés par rapport à leurs valeurs de 1995. Données en USD constants, corrigées en parité de pouvoir d'achat.

Sources : Données de l'OCDE et calculs des auteurs.

Graphique 9b. Productivité du travail et productivité totale des facteurs dans les quatre plus grandes économies de la zone euro
 (b) Évolution de la productivité totale des facteurs dans les quatre plus grandes économies de la zone euro

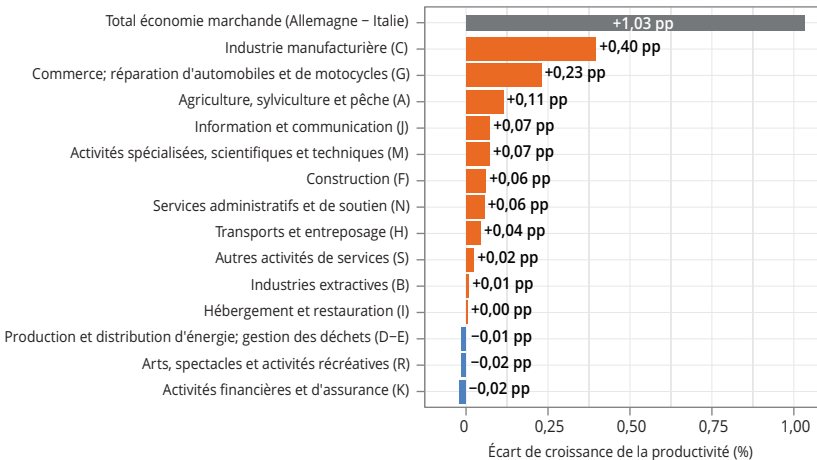


Note : Tous les indices sont normalisés par rapport à leurs valeurs de 1995. Données en USD constants, corrigées en parité de pouvoir d'achat.

Sources : Données de l'OCDE et calculs des auteurs.

Le graphique 10 montre que les contributions sectorielles à l'écart de croissance de la productivité entre l'Italie et l'Allemagne sont très concentrées. Près de 0,40 pp de l'écart total de 1,03 point provient de l'industrie manufacturière, qui représente 38 % de la différence totale, 0,23 pp supplémentaire (22 %) provient du secteur du commerce et de la réparation de véhicules automobiles. Le secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche contribue à hauteur de 0,11 pp (10 %). Le 0,29 pp restant (28 %) est réparti de manière assez uniforme entre plusieurs secteurs, notamment les services tels que l'information et la communication, les activités professionnelles et techniques, les services administratifs et d'assistance, et enfin la construction. Il est intéressant de noter que le secteur de l'hébergement et de la restauration, qui englobe la plupart des activités liées au tourisme, n'a eu aucun impact mesurable sur la dynamique de productivité de l'Italie par rapport à l'Allemagne pour la période 2000-2019.

Graphique 10. Répartition sectorielle de l'écart de productivité dans le secteur marchand entre l'Allemagne et l'Italie sur la période 2000-2019



Sources : Base de données EU KLEMS & INTANProd, et calculs des auteurs.

Examinons maintenant plus en détail les facteurs sectoriels de la dynamique de la productivité en Italie en décomposant davantage les contributions sectorielles au moyen d'une analyse *shift-share* à l'instar de Bock *et al.* (2025). Cette méthode décompose la variation globale de la productivité en isolant trois composantes distinctes, chacune contribuant avec des facteurs différents à la dynamique globale :

1) une composante intrasectorielle, reflétant la productivité au sein des différents secteurs ; 2) une composante intersectorielle, qui constate les effets de la réallocation de la main-d'œuvre entre les secteurs ; et 3) une composante relative aux prix, où l'impact des variations sectorielles des prix relatifs est pris en considération⁴. Le tableau 3 présente les résultats de notre décomposition. La majeure partie de la contribution du secteur manufacturier à l'écart de croissance de la productivité entre l'Italie et l'Allemagne (0,31 pp, soit près de 30 % du total) provient d'effets intrasectoriels. Simultanément, les effets de réallocation, qui reflètent une baisse du poids relatif de l'industrie manufacturière italienne par rapport à son homologue allemande, jouent également un rôle important, et représentent 0,17 pp (environ 17 % de l'écart). Ces résultats ne signifient en aucun cas que la productivité n'a pas progressé dans l'industrie manufacturière italienne. Au contraire, le tableau A1 en annexe indique que l'industrie manufacturière a enregistré la deuxième meilleure contribution intrasectorielle à la croissance globale de la productivité du travail en Italie (après le secteur du commerce et de la réparation de véhicules). Cependant, la croissance de la productivité dans le secteur manufacturier allemand s'est révélée nettement plus élevée (voir tableau A2). Ainsi, lors de la confrontation entre les deux pays, cette progression a largement compensé les gains réalisés par l'Italie en matière de réallocation et de mouvements relatifs des prix.

En revanche, les contributions des autres secteurs clés à l'origine de l'écart de productivité entre l'Italie et l'Allemagne, à savoir le commerce et la réparation de véhicules, ainsi que l'agriculture, la sylviculture et la pêche, proviennent principalement des effets relatifs aux prix, plutôt que de la dynamique intrasectorielle ou intersectorielle. Tout comme l'industrie manufacturière, en Italie, le secteur du commerce a connu une croissance significative de la productivité intrasectorielle (voir à nouveau le tableau A1). Cependant, l'incidence défavorable des prix relatifs a surpassé les composantes intrasectorielle et de réallocation. Pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche, les effets intrasectoriels et intersectoriels ont été d'une ampleur comparable dans les deux pays.

4. La procédure utilisée pour établir le tableau 3 est détaillée à l'annexe I. Cette même annexe contient également des tableaux présentant les contributions sectorielles aux gains de productivité en Italie et en Allemagne, ainsi que leur ventilation selon la méthode *shift-share*.

En général, une contribution négative des prix relatifs peut constituer une bonne nouvelle pour les consommateurs et le bien-être quand elle indique une baisse des prix spécifiques d'un secteur par rapport à d'autres. Cependant, elle réduit également la contribution du secteur à la croissance globale de la productivité du travail. À cet égard, la composante des prix relatifs dans le secteur du commerce est négative tant pour l'Italie que pour l'Allemagne (voir tableaux A1 et A2 en annexe), elle reflète une baisse des prix relatifs, bien que celle-ci ait été plus accentuée en Italie (-0,26 contre -0,11 pp). La tendance est différente pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche : alors que les prix relatifs ont baissé en Italie (-0,06), ils ont augmenté en Allemagne (0,04).

Quant aux autres secteurs clés, la contribution du secteur de la construction et du secteur manufacturier est principalement due à des effets intrasectoriels, notamment une croissance de la productivité plus faible dans le secteur italien de la construction par rapport à son homologue allemand.

Les secteurs des services administratifs et de soutien, de l'information et de la communication affichent des effets positifs notables en matière de réaffectation. La réaffectation de la main-d'œuvre a profité à ces secteurs, reflétant la tendance générale vers des économies basées sur les services dans les pays avancés, avec un effet moins prononcé en Italie. Il est intéressant de noter que l'effet relatif des prix est négatif dans le secteur de l'information et de la communication, mais positif dans celui des services administratifs et de soutien, ce qui suggère des baisses de prix plus marquées en Italie dans le premier secteur et plus modérées dans le second.

Enfin, le secteur des activités de l'hébergement et de la restauration affiche une contribution intrasectorielle positive (0,12) entièrement compensée par un effet de réallocation négatif (-0,13). Cette tendance indique que, dans ce secteur, la croissance de la productivité en Italie a été inférieure à celle de l'Allemagne, creusant ainsi l'écart de productivité bilatéral, tandis que les effets de relocalisation réels ont partiellement atténué celui-ci. Comme démontré dans les tableaux 3 et A1, la croissance de la productivité dans le secteur de l'hébergement et de la restauration a effectivement été négative en Italie, mais positive en Allemagne. Parallèlement, la part du travail dans ce secteur a augmenté

en Italie, ce qui suggère que les activités liées au tourisme ont absorbé davantage de travailleurs malgré une baisse de la productivité⁵.

Tableau 3. Décomposition *shift-share* de l'écart de productivité dans le secteur marchand entre l'Allemagne et l'Italie sur la période 2000-2019

Secteur NACE	Effet intra-secteur	Effet inter-secteurs	Effet prix relatif	Total
Agriculture, sylviculture et pêche (A)	0,01	0,01	0,10	0,11
	(1,0 %)	(0,6 %)	(9,4 %)	(11,0 %)
Industries extractives (B)	-0,00	-0,01	0,02	0,01
	(-0,3 %)	(-0,6 %)	(1,7 %)	(0,8 %)
Industrie manufacturière (C)	0,31	0,17	-0,08	0,40
	(29,7 %)	(16,9 %)	(-7,8 %)	(38,4 %)
Énergie et déchets (D-E)	0,02	-0,01	-0,03	-0,01
	(2,2 %)	(-1,0 %)	(-2,6 %)	(-1,3 %)
Construction (F)	0,10	-0,05	0,01	0,06
	(9,7 %)	(-4,9 %)	(1,1 %)	(5,9 %)
Commerce et réparation de véhicules (G)	0,06	0,02	0,15	0,23
	(5,5 %)	(2,0 %)	(14,7 %)	(22,2 %)
Transports et entreposage (H)	0,04	0,03	-0,02	0,04
	(3,7 %)	(3,1 %)	(-2,4 %)	(4,3 %)
Hébergement et restauration (I)	0,12	-0,13	0,01	0,00
	(11,7 %)	(-12,5 %)	(1,2 %)	(0,5 %)
Information et communication (J)	0,07	0,05	-0,06	0,07
	(6,9 %)	(5,5 %)	(-5,3 %)	(7,0 %)
Activités financières et d'assurance (K)	-0,07	-0,04	0,09	-0,02
	(-6,5 %)	(-3,8 %)	(8,8 %)	(-2,0 %)
Activités spécialisées, scientifiques et techniques (M)	0,01	0,06	0,00	0,07
	(1,4 %)	(5,5 %)	(0,0 %)	(6,9 %)

5. Il est intéressant de noter que ce secteur, avec les activités administratives et les services de soutien, présente les effets de réallocation les plus importants en Italie. De plus, l'augmentation de sa part dans l'emploi a été nettement plus importante qu'en Allemagne.

Tableau suite. Décomposition *shift-share* de l'écart de productivité dans le secteur marchand entre l'Allemagne et l'Italie sur la période 2000-2019

Secteur NACE	Effet intra-secteur	Effet inter-secteurs	Effet prix relatif	Total
Activités de services administratifs et de soutien (N)	0,04 (4,1 %)	-0,03 (-3,0 %)	0,05 (5,0 %)	0,06 (5,3 %)
Arts, spectacles et activités récréatives (R)	-0,02 (-1,6 %)	0,01 (0,8 %)	-0,06 (-6,6 %)	-0,02 (-1,5 %)
Autres activités de services (S)	0,03 (3,3 %)	-0,03 (-3,2 %)	0,02 (2,2 %)	0,02 (2,3 %)
Ensemble de l'économie de marché	0,73 (70,8 %)	0,08 (8,1 %)	0,22 (21,1 %)	1,03 (100,0 %)

Note : Les contributions sectorielles à l'écart de productivité dans le secteur marchand sont exprimées en points de pourcentage, tandis que les valeurs entre parenthèses représentent la contribution en pourcentage à l'écart de productivité dans le secteur marchand.

Sources : Données EU KLEMS et calculs des auteurs.

5.3. Forces et faiblesses du système productif italien

Les conclusions ci-dessus sur la dynamique de la productivité sectorielle concordent avec l'analyse des forces et des faiblesses de la structure productive italienne déjà évoquée dans Antonin *et al.* (2019) et plus récemment reportée par Bock *et al.* (2024 ; 2025)⁶. D'une part, l'Italie a connu un processus de désindustrialisation relativement plus lent que les autres pays européens et, en 2021, c'était le pays de la zone euro ayant le poids de l'emploi manufacturier le plus élevé (voir graphique 11a). De plus, la structure productive de l'Italie, à l'instar de celle de l'Allemagne, a toujours été fortement orientée vers l'exportation. Donc, à l'exception des années de 2006 à 2011, l'Italie a toujours maintenu une balance commerciale positive (voir graphique 11b). Au-delà de ces atouts, l'Italie est moins exposée aux perturbations géopolitiques liées à l'approvisionnement que des pays comme l'Allemagne. La crise énergétique de 2022 a souligné à quel point la grande dépendance de l'Allemagne au gaz russe acheminé par gazoduc a amplifié les effets négatifs des chocs gaziers sur la production industrielle (Colombo et Toni, 2025). Des schémas similaires de dépendance liés aux importations sont observables pour d'autres matières premières, notamment le

6. Outre les travaux susmentionnés, de plus en plus d'études se penchent sur les causes de la faible croissance de la productivité en Italie. Voir, par exemple, Greco (2023), Bugamelli *et al.* (2018), Dosi *et al.* (2012) et Calligaris *et al.* (2018).

blé et certaines matières premières essentielles, pour lesquelles les chaînes d’approvisionnement allemandes sont plus concentrées et donc plus vulnérables aux risques géopolitiques (OCDE, 2022)⁷.

D’autre part, le système productif italien se distingue par un nombre disproportionné de petites entreprises par rapport aux autres grandes économies de la zone euro (voir Istat, 2023 ; Bock *et al.*, 2025). Cet excès limite le potentiel d’exploitation des économies d’échelle et entrave les investissements dans la recherche et le développement, freinant considérablement la productivité⁸. En outre, les études de Bugamelli *et al.* (2018) et de Bock *et al.* (2025) montrent toutes deux que la structure industrielle italienne est orientée vers des secteurs traditionnels, à faible valeur ajoutée et faible productivité, générant alors une faible demande de main-d’œuvre qualifiée. Ces études examinent également l’activité nationale de dépôt de brevets dans le domaine des technologies stratégiques⁹ et démontrent que l’Italie est présente de façon intense en matière de dépôt de brevets dans des technologies telles que les énergies renouvelables, les matériaux avancés et les technologies spatiales. Cependant, à l’instar d’autres grandes économies de la zone euro, elle est déficitaire dans les technologies émergentes telles que l’intelligence artificielle, l’informatique quantique et la cybersécurité.

Les résultats évoqués dans la section précédente soulignent davantage les caractéristiques importantes de la structure productive italienne, en particulier en ce qui concerne la dynamique de la productivité. Dans l’ensemble, ils révèlent que le secteur manufacturier reste le principal moteur de productivité en Italie, parallèlement aux services liés au commerce de gros et détail, même si la croissance de la productivité dans ces secteurs a été inférieure à celle enregistrée en Allemagne. En outre, l’économie de marché a connu un effet de réallocation négatif ; l’emploi du secteur des industries à forte productivité s’est déplacé vers les secteurs de services, surtout liés au tourisme, avec une croissance de la productivité enregistrée relativement faible.

7. Ces vulnérabilités ont pesé sur la reprise lente de l’Allemagne après le dernier choc d’offre défavorable de 2022. Malgré une contraction relativement modérée durant l’hiver 2022-2023, l’économie est depuis lors restée dans un état de quasi-stagnation, avec une croissance du PIB oscillant autour de zéro.

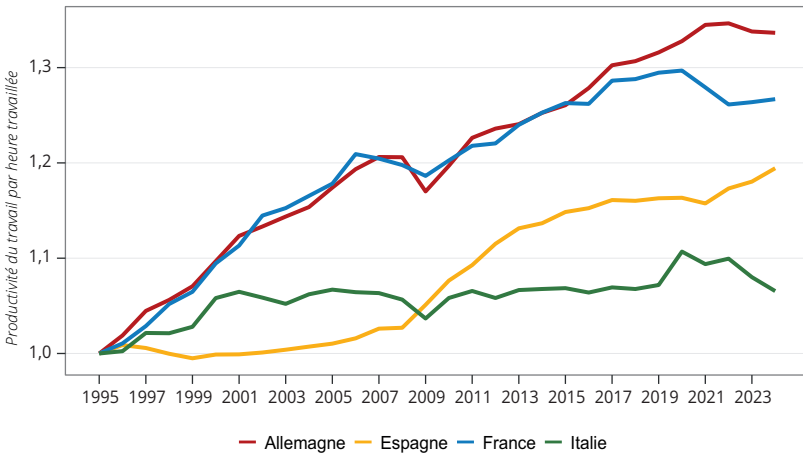
8. Voir également Bartelsman, Haltiwanger et Scarpetta (2013), qui documentent une forte corrélation positive entre la taille des entreprises et la productivité aux États-Unis et dans plusieurs pays européens.

9. Dans Bock *et al.* (2025), les technologies stratégiques sont définies comme celles associées à des gains de productivité futurs élevés et susceptibles de façonner la compétitivité nationale.

Alors que la réaffectation de la main-d'œuvre vers les services est une tendance courante dans les économies avancées, le cas italien suggère une forme plus aiguë du syndrome de Baumol (Baumol, 1967). On assiste à une productivité qui augmente lentement dans les secteurs à fort potentiel de croissance (tels que l'industrie manufacturière) tandis que la main-d'œuvre se concentre de plus en plus dans les activités à faible productivité (notamment les services liés au tourisme)¹⁰.

Graphique 11a. Emploi dans le secteur manufacturier et balance commerciale dans les quatre plus grandes économies de la zone euro

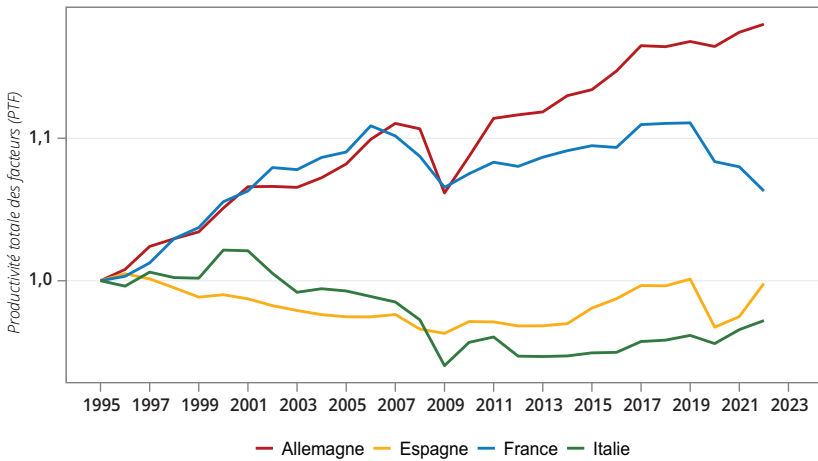
(a) Évolution de la part de l'emploi dans le secteur manufacturier dans les quatre plus grandes économies de la zone euro



Sources : Base de données EU KLEMS et calculs des auteurs.

10. À cet égard, il est instructif de comparer l'expérience de l'Italie à celle des États-Unis, où la récente croissance de la productivité provient en grande partie des secteurs des services qui ont réussi à accumuler des gains de productivité grâce à l'adoption intensive des technologies de l'information et de la communication (voir par exemple Bloom, Sadun et Reenen, 2012 ; Sandbu, 2024 ; Bock *et al.*, 2024).

Graphique 11b. **Emploi dans le secteur manufacturier et balance commerciale dans les quatre plus grandes économies de la zone euro**
(b) Balance commerciale en pourcentage du PIB dans les quatre plus grandes économies de la zone euro



Source : Données de l'OCDE.

6. Bilan : la crise chronique de l'Italie dans une Europe en ralentissement

L'analyse qui précède apporte des éclaircissements sur les symptômes persistants du marasme économique chronique que connaît l'Italie, en identifiant les domaines dans lesquels des mesures politiques pourraient être prises. À l'heure actuelle, l'Italie continue d'afficher une croissance faible tant en termes de revenus que de productivité, avec un symptôme fondamental persistant :

1. Un ratio dette publique/PIB élevé.

Cependant, de nouveaux symptômes inquiétants se sont présentés ou intensifiés. Parmi ceux-ci, on peut citer :

2. Une baisse des salaires réels et, par conséquent, du pouvoir d'achat des ménages ;

3. La persistance du fossé entre le Nord et le Sud, exacerbé par les récentes réformes qui ont fragmenté les principaux services publics, dont les effets se sont faits durement sentir pendant la pandémie de Covid-19 ;

4. Une augmentation des inégalités de revenus et de richesse.

Si les trois premiers symptômes restent graves, le dernier est particulièrement préoccupant pour plusieurs raisons¹¹. Premièrement, cette augmentation des inégalités est propre à l'Italie par rapport aux grandes économies continentales de la zone euro, qui partagent de nombreuses caractéristiques institutionnelles mais ont vu les inégalités de revenus après impôts diminuer ou rester stables. Deuxièmement, l'augmentation des inégalités touche les revenus après impôts, ce qui témoigne un affaiblissement de la capacité redistributive du système fiscal italien. Troisièmement, contrairement à un pays comme les États-Unis (voir Timbeau, 2025, pour un compte rendu récent), les inégalités des revenus et de la richesse en Italie ont augmenté malgré une croissance stagnante.

En termes comparatifs, l'Italie conserve encore une solide base industrielle orientée vers l'exportation, supérieure à la France et à l'Espagne, et se trouve moins exposée que l'Allemagne aux chocs extérieurs liés à l'approvisionnement énergétique. Comme indiqué section 5.2, le secteur manufacturier reste (sans surprise) la source principale de gains de productivité en Italie, parallèlement aux services commerciaux. Cependant, ces gains ont été nettement inférieurs à ceux observés dans le secteur manufacturier allemand.

De plus, la structure productive de l'Italie reste encore trop concentrée dans les secteurs traditionnels où la compétitivité des coûts domine. Elle est largement absente, comme d'autres grands pays européens, dans les secteurs stratégiques où les gains de productivité futurs seront censés être plus élevés. L'Italie se distingue également, davantage que ses homologues, par une dépendance disproportionnée à l'égard des petites entreprises¹². Enfin, les tendances en matière

11. Nous avons exclu de notre analyse le vieillissement de la population italienne et le faible taux de fécondité (voir Istat, 2025, pour une présentation récente des tendances démographiques italiennes ; Le Garrec et Touzé (2024), pour une mise en perspective européenne du lien entre vieillissement, population en âge de travailler et emploi des seniors), bien que ces facteurs soient souvent cités comme des causes majeures supplémentaires du marasme économique italien (Fornero, 2020). Notre raisonnement est que ces tendances démographiques semblent être des conséquences, plutôt que des causes, des principaux symptômes économiques évoqués ci-dessus. D'une part, l'État-providence et le système de santé publique italien, malgré l'augmentation inquiétante des disparités régionales soulignée dans la section 4, ont contribué, comme dans d'autres pays d'Europe continentale, à une augmentation séculaire de l'espérance de vie. D'autre part, trois décennies de stagnation de la croissance économique, de baisse des salaires réels et d'augmentation des inégalités ont compromis les perspectives des jeunes générations. Ces conditions économiques défavorables ont inévitablement eu un impact sur les taux de fécondité en Italie.

12. Voir Antonin *et al.* (2019) et Onida (2021) pour une analyse des facteurs expliquant le nanisme des entreprises italiennes.

d'emploi révèlent une transition progressive vers les services à faible productivité, en particulier dans les activités liées au tourisme.

La comparaison avec les tendances européennes plus générales est cruciale. Des faiblesses structurelles telles que la taille insuffisante et une présence limitée des entreprises dans les secteurs stratégiques ont récemment été identifiées, comme les facteurs majeurs contribuant à élargir l'écart de productivité et de revenus avec les États-Unis (voir Draghi, 2024 ; Bock *et al.*, 2024 ; 2025). La base industrielle italienne a été depuis longtemps affaiblie par un sous-investissement chronique dans ses capacités technologiques et par des interventions politiques fragmentées, en grande partie « horizontales », incapables de stimuler l'investissement et la capacité de production de manière durable (voir Pianta, 1996 ; Lucchese, Nascia et Pianta, 2016).

La perspective de la situation économique de l'Italie dans le contexte de l'Union européenne met ainsi en évidence à quel point son destin est lié dans sa globalité à celui de l'Union.

7. Recommandations politiques

Les mesures politiques visant à relever les défis de croissance auxquels l'Italie est confrontée depuis longtemps doivent s'inscrire dans le cadre d'efforts plus larges visant à revitaliser la base industrielle européenne, tout en remédiant aux faiblesses structurelles spécifiques du pays. Il y a sept ans, Antonin *et al.* (2019) ont identifié quatre domaines de réforme clés : 1) exclure les investissements publics des règles de l'UE en matière de déficit structurel ; 2) lier les investissements à la politique industrielle, en particulier par le biais de programmes axés sur des missions ; 3) introduire un salaire minimum légal ; et 4) faire progresser l'union bancaire. Ces propositions sont encore très pertinentes aujourd'hui. En particulier, les recommandations des points 2 et 4 ont retrouvé un regain d'intérêt dans les récentes discussions de l'Europe sur le renforcement de la compétitivité et de la productivité (voir Draghi, 2024 ; Bergeaud, 2024). Dans les sections qui suivent, nous réexaminons certaines de ces propositions à la lumière des développements récents et présentons des mesures supplémentaires qui répondent aux nouvelles tendances structurelles soulignées précédemment.

7.1. Réexaminer la politique industrielle dans le contexte italien

Pour relancer la croissance à long terme en Italie, la politique industrielle doit être repensée. Les crises qui se sont succédé depuis le début des années 2000 ont mis en évidence les limites d'une approche reposant uniquement sur la concurrence des marchés et une intervention publique minimale. Comme le souligne Pianta (2014), l'orientation prise par l'Europe, dès les années 1980, avec des politiques axées sur le marché, centrées sur la déréglementation et la concurrence plutôt que sur la coordination stratégique, a affaibli la base industrielle de l'Italie, privant le pays des instruments nécessaires pour favoriser l'innovation et reconstruire sa capacité de production.

La vieille croyance quant à l'efficacité autocorrective des marchés a cédé la place à une prise de conscience de la nécessité d'un engagement public plus actif. Cependant, une stratégie fondée entièrement sur une planification industrielle dirigée par l'État risque également d'entraîner une allocation inefficace des ressources en raison de contraintes en termes d'informations. Nous pensons qu'une stratégie industrielle efficace, tant pour l'Europe que pour l'Italie, doit éviter ces extrêmes (voir Gaffard et Napoletano, 2025) et devrait plutôt reconnaître de manière pragmatique les complémentarités entre l'État et le marché, et mettre l'accent sur l'apprentissage collectif et une coordination à long terme.

Une telle stratégie doit reposer sur le principe que la mise en place de nouvelles capacités de production et le renouvellement du système industriel prennent du temps, surtout dans un contexte d'incertitude, et que les succès comme les échecs sont indissociables dans ce processus. Même les projets qui finissent par échouer peuvent, au cours de leur cycle d'existence, générer des enseignements précieux et des retombées technologiques. Il faut également reconnaître que, dans le cadre du renouvellement d'une base industrielle, les obstacles à la croissance des entreprises proviennent souvent des coûts irrécupérables, c'est-à-dire des investissements anticipés qui n'ont aucune garantie de rendement futur, lui-même incertain. Les entreprises peinent à déterminer le temps nécessaire au développement de nouvelles capacités en raison de l'incertitude entourant les technologies et les marchés, du manque de financement à long terme, d'une visibilité limitée sur la demande future et de l'avantage concurrentiel dont bénéficient les précurseurs, qu'ils soient nationaux ou étrangers (voir Amendola et Gaffard, 2006).

Dans ce contexte, une stratégie industrielle efficace doit être capable d'administrer la capitalisation des connaissances et la création de marchés, notamment grâce à des investissements publics (Cimoli, Dosi et Stiglitz, 2009 ; Mazzucato *et al.*, 2015 ; Mazzucato, 2021). Cela est particulièrement approprié pour l'Italie, où le système productif est encore ancré dans des secteurs traditionnels et où les petites et moyennes entreprises sous-investissent dans l'innovation. Parallèlement, une telle stratégie doit aussi tirer parti du rôle expérimental des marchés, comme un espace où sont testés de nouveaux produits, processus et formes d'organisation, et où les entreprises, en tant que principaux dépositaires des capacités technologiques, opèrent.

L'un des principaux défis de cette stratégie consiste à mettre en place une autonomie intégrée à plusieurs niveaux, fondée sur une collaboration itérative entre les pouvoirs publics et les entreprises (Juhász, Lane et Rodrik, 2024), plus exactement entre : les investisseurs et les dirigeants (dans le domaine du financement et de la gouvernance des entreprises), les entreprises et les syndicats (dans le domaine des relations du travail), les entreprises et les autorités locales (dans le domaine des infrastructures et de l'aménagement du territoire). Il est crucial de souligner que la coordination de la transformation industrielle ne peut être assurée par un seul acteur, qu'il soit public ou privé. Elle nécessite au contraire un modèle de gouvernance polycentrique (Ostrom, 2010), défini comme un système dans lequel plusieurs centres de décision (gouvernements, organismes publics, entreprises, acteurs financiers, autorités locales et partenaires sociaux) travaillent avec un certain degré d'autonomie tout en s'engageant dans un cadre de règles communes et d'apprentissage mutuel. Ce modèle, particulièrement adapté aux environnements complexes et incertains, renforce la capacité du système à expérimenter, à s'adapter et à diffuser des solutions efficaces. En tant que tel, il constitue une condition institutionnelle essentielle à la réussite de toute stratégie industrielle.

Deux domaines dans lesquels l'approche ci-dessus pourrait s'avérer utile dans le contexte italien sont le financement des entreprises et la politique d'innovation. Les entreprises italiennes ont souvent du mal à se développer et à innover en raison de la pénurie d'institutions financières disposées à financer des projets à haut risque et d'une dépendance excessive à l'égard des prêts bancaires traditionnels. Cela a contribué à creuser le fossé sur l'innovation entre l'Europe et les États-Unis (Draghi, 2024) et a touché les nombreuses entreprises italiennes de petite taille et au faible dynamisme, en particulier les entreprises familiales, réti-

centes à s'ouvrir à des investisseurs externes ou à des gestionnaires professionnels (Onida, 2021). La question centrale n'est toutefois pas de savoir si les entreprises dépendent des banques ou des marchés, mais plutôt quel est l'horizon temporel des organes qui fournissent des capitaux. Comme le souligne Mayer (2013), le financement à court terme peut nuire aux stratégies d'investissement à long terme. L'essentiel est de mettre en place des mécanismes qui favorisent le « capital patient », par exemple en liant les droits des actionnaires à la durée de détention des actions ou en exigeant qu'ils destinent une partie des fonds de leur portefeuille à des entreprises innovantes¹³. Parallèlement, le financement bancaire traditionnel peut encore jouer un rôle important s'il permet aux entreprises de se développer sans perdre le contrôle de leur propriété ni être exposées à des pressions à court terme ; il contribue à garantir la liquidité pendant les cycles d'innovation et à renforcer l'équilibre entre l'engagement et la responsabilité des dirigeants (Mayer, 2013 ; Gaffard et Napoletano, 2025).

En matière de politique d'innovation, les investissements publics – y compris en Italie – sont indéniablement nécessaires pour orienter le changement technologique vers la transformation du système productif du pays et relancer son potentiel d'innovation (Cerniglia et Saraceno, 2024). Cependant, l'enjeu principal est non seulement le montant dépensé, mais aussi l'efficacité de son déploiement. L'expérience récente de l'Italie avec le Plan national de relance et de résilience (PNRR) – dont les avantages restent incertains malgré l'importance des fonds engagés – en est un exemple frappant (voir Boeri et Perotti, 2023, et Viesti, 2023, pour deux analyses critiques de l'expérience italienne avec le PNRR). Il est primordial que ces investissements soient orientés de manière stratégique vers le soutien aux entreprises tout en minimisant les erreurs d'appréciation concernant la qualité des technologies et des marchés émergents. Une approche progressive et axée sur l'apprentissage en matière de politique d'innovation est nécessaire. Au lieu d'essayer de deviner quelles seront les futures entreprises leaders (« futurs champions »), les pouvoirs publics devraient jouer un rôle de catalyseur, en aidant les grandes et les petites entreprises à acquérir de nouvelles capacités technologiques et à créer de nouveaux marchés. L'objectif est de stimuler la demande et de renforcer la crédibilité des

13. Voir également Guerini, Harting et Napoletano (2022), qui affirment que les structures de propriété à long terme et les systèmes d'incitation favorisant les investissements réels plutôt que les opérations financières sont des moteurs essentiels de l'innovation et de la concurrence.

attentes à long terme des entreprises et des investisseurs, en reconnaissant la complémentarité entre l'État et le marché. Une voie prometteuse consiste à canaliser les fonds publics par l'intermédiaire d'agences spécialisées opérant dans le cadre de programmes « axés sur des missions », en s'inspirant à cet égard de l'ARPA américaine et des instituts Fraunhofer allemands, qui reposent tous deux sur une collaboration continue et itérative avec les universités et le secteur privé (Mazzucato et Semieniuk, 2017 ; Fuest *et al.*, 2024 ; Gaffard et Napoletano, 2025).

7.2. Politiques complémentaires visant à freiner la baisse des salaires et à atténuer les inégalités

Les politiques industrielles visant à renouveler la base industrielle italienne et à accroître la taille de ses entreprises constituent un levier essentiel pour contrer les tendances défavorables en matière de salaires et d'inégalités évoquées sections 3 et 4. En stimulant la productivité et en créant des emplois hautement qualifiés et mieux rémunérés, en particulier pour les jeunes travailleurs, ces politiques pourraient également contribuer à contenir la migration des ressources humaines.

Parallèlement, des mesures complémentaires sont nécessaires pour enrayer la baisse des salaires et la hausse des inégalités. L'une de ces mesures consiste à introduire un salaire minimum légal ou, à défaut, à étendre les conventions collectives à l'ensemble de la main-d'œuvre sans distinction de réduction sectorielle (voir par exemple Dosi et Virgillito, 2024). Appliquée à l'Italie, une telle approche pourrait générer de multiples effets positifs. Premièrement, atténuer l'érosion du pouvoir d'achat des travailleurs situés au bas de l'échelle salariale et soutenir ainsi la demande intérieure. Deuxièmement, augmenter la productivité, favorisant la sortie des entreprises à faible productivité, encourager la réaffectation des travailleurs vers des entreprises plus productives et des emplois mieux rémunérés et inciter les entreprises à adopter des comportements favorisant la productivité (voir Clemens, 2021 ; Dustmann *et al.*, 2022). En outre, un salaire minimum contribuerait à réduire le fossé entre le nord et le sud de l'Italie, car les emplois mal rémunérés sont concentrés de manière disproportionnée dans le sud.

L'une des principales objections politiques à l'instauration d'un salaire minimum légal est qu'il affaiblirait le rôle des syndicats dans les négociations collectives (voir Luccisano, 2023, pour un aperçu des débats récents). Cependant, le salaire minimum devrait être considéré comme un complément aux négociations collectives plutôt que

comme un substitut : il fixerait un seuil salarial universel, renforçant ainsi le rôle des syndicats en permettant aux négociations de se concentrer sur des améliorations allant au-delà du minimum légal (Dosi et Virgillito, 2024).

Parallèlement, l'Italie doit réformer son système fiscal non seulement pour rétablir sa progressivité et sa capacité de redistribution, mais aussi pour générer des ressources supplémentaires pouvant être utilisées pour financer les dépenses publiques prioritaires urgentes, notamment les investissements nécessaires au renouvellement de la base industrielle du pays. À cet égard, les travaux de Dalle Luche *et al.* (2024) utilisent de nouvelles estimations de la Banque d'Italie par rapport à celles de Guzzardi *et al.* (2024) et montrent que le système fiscal italien est, pour 7 % des revenus les plus élevés, déjà régressif : dans ce segment, les taux d'imposition effectifs commencent à baisser, atteignant seulement 32,5 % pour les plus riches, soit 0,1 %. Cet effet est amplifié par le fait que les contribuables les plus riches obtiennent des rendements de capital nettement plus élevés – environ 5 % par an, contre 2 à 3 % pour la majorité de la population – et que ces revenus, imposés à des taux proportionnels et souvent séparément des revenus du travail, réduisent leur charge fiscale globale.

Pour remédier à cette distorsion, les auteurs développent une simulation de réforme fiscale basée sur le modèle d'imposition optimale élaboré par Saez et Stantcheva (2018). Les trois principaux scénarios qu'ils envisagent sont les suivants : 1) une imposition unifiée du travail et du capital avec des taux optimaux ; 2) des taux différenciés mais optimaux pour le travail et le capital ; et 3) une intervention ciblée sur les seuls revenus de capital.

Dans tous les cas, le taux d'imposition effectif des contribuables les plus riches augmenterait – jusqu'à 60 % pour 0,1 % des plus riches, ce qui générerait des avantages considérables : des recettes supplémentaires comprises entre 5,4 % et 7,12 % du total des recettes fiscales, ainsi que des améliorations notables en matière de progressivité et de réduction des inégalités. Une mesure complémentaire consisterait à taxer non seulement les flux de revenus, mais aussi le patrimoine, par exemple au moyen d'un impôt ciblé sur les grandes fortunes. Cette approche s'inscrit dans la continuité du débat international, notamment les discussions récentes au sein du G20 sur un impôt minimum mondial pour les plus riches (voir par exemple Zucman, 2024).

Au-delà de l'imposition des revenus et du patrimoine, l'Italie devrait également revoir sa fiscalité en matière de transferts intergénérationnels de patrimoine. Les modifications législatives intervenues depuis 2000, notamment la suppression des droits de succession en 2001 et leur réintroduction en 2006 avec des exonérations beaucoup plus généreuses, ont érodé la progressivité de la fiscalité des transferts de patrimoine. Des seuils d'exonération élevés et d'importantes exclusions – pour les pensions privées, les assurances-vie, les obligations d'État et les entreprises familiales – font qu'une importante partie des montants hérités échappent totalement à l'impôt (voir Acciari, Alvaredo et Morelli, 2024).

Sans réforme, les facteurs intergénérationnels d'inégalité des richesses risquent de s'intensifier. Le renforcement du rôle redistributif de l'impôt appliqué sur les successions et les donations pourrait ralentir ce processus. Les options politiques comprennent l'abaissement des seuils d'exonération, la réduction du traitement préférentiel accordé à certaines catégories d'actifs et l'intégration des donations et des legs dans une assiette fiscale cumulative à vie afin de lutter contre l'évasion fiscale. L'amélioration de la couverture et de la transparence des données sur la richesse – grâce à une meilleure utilisation des registres cadastraux, des registres financiers et des échanges d'informations internationaux – permettrait d'améliorer le suivi ainsi que l'application de la réglementation.

8. Conclusions : un continent en attente et son avant-poste le plus vulnérable

Pour emprunter une analogie littéraire, l'Europe ressemble de plus en plus à la Fortezza Bastiani dans le célèbre roman de Dino Buzzati, *Le désert des Tartares* : un continent qui veille sur le souvenir de sa grandeur passée, attendant soit une menace extérieure, soit un réveil intérieur pour relancer son élan économique et politique. Malgré des acquis civils et sociaux indéniables qui placent l'Europe d'aujourd'hui à l'avant-garde de la civilisation humaine, la productivité stagne, l'innovation ralentit et la dynamique mondiale se déplace de manière décisive vers d'autres horizons. Au sein de cette forteresse statique, l'Italie, compte tenu de son poids économique encore considérable, apparaît comme l'avant-poste le plus fragile : dotée d'une richesse historique et culturelle exceptionnelle, mais minée par des décennies de faible croissance, la fuite des cerveaux et une base industrielle qui peine à s'adapter

aux changements technologiques. Si l'Europe dans son ensemble est prisonnière de l'inertie, l'Italie risque de devenir son symbole le plus visible : une nation qui revendique fièrement l'héritage du passé, mais affaiblie par son propre immobilisme, protège une forteresse dont la raison d'être a disparu depuis longtemps. Pour échapper à ce syndrome du désert des Tartares, il est nécessaire de mettre en place des stratégies industrielles qui tirent parti des complémentarités entre l'État et le marché, favorisent les engagements à long terme de tous les acteurs ; ces stratégies doivent s'appuyer sur une autonomie intégrée à plusieurs niveaux avec une gouvernance polycentrique, où les acteurs publics et privés collaborent de manière itérative dans le cadre de règles communes, permettant au système de s'adapter, d'apprendre et de développer de nouvelles capacités productives au fil du temps. Des politiques complémentaires visant à enrayer la baisse des salaires réels et à réduire les inégalités de revenus et de richesse sont tout aussi essentielles pour soutenir cette transformation.

Références

- Acciari P., F. Alvaredo et S. Morelli, 2024, « The concentration of personal wealth in Italy 1995-2016 », *Journal of the European Economic Association*, vol. 22, n° 3, pp. 1228-1274.
- Amendola M. et J.-L. Gaffard, 2006, *The Market Way to Riches : Behind the Myth*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing.
- Antonin C., M. Guerini, M. Napoletano et F. Vona, 2019, « Italie : sortir du double piège de l'endettement élevé et de la faible croissance », *OFCE Policy brief*, n° 55, <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/pbrief/2019/OFCEpbrief55.pdf>
- Banca d'Italia, 2025, « Rapporto sulla stabilità finanziaria », <https://www.bancaditalia.it/pubblicazioni/rapporto-stabilita/2025-1/index.html>
- Bartelsman E., J. Haltiwanger et S. Scarpetta, 2013, « Cross-country differences in productivity : The role of allocation and selection », *American Economic Review*, vol. 103, n° 1, pp. 305-334.
- Baumol W. J., 1967, « Macroeconomics of unbalanced growth : The anatomy of urban crisis », *American Economic Review*, vol. 57, n° 3, pp. 415-426.
- Bergeaud A., 2024, « The past, present and future of European productivity », *POID Working Paper*, n° 103.
- Bloom N., R. Sadun et J. V. Reenen, 2012, « Americans do it better : US multinationals and the productivity miracle », *American Economic Review*, vol. 102, n° 1, pp. 167-201.

- Bock S., A. Elewa, S. Guillou, M. Napoletano et L. Nesta, 2024, « Documenting the widening transatlantic gap », *OFCE Policy brief* n° 129, <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/pbrief/2024/OFCEpbrief129.pdf>
- Bock S., A. Elewa, L. Nesta et E. Salies, 2025, *L'Europe sous contrainte : des coûts maîtrisés, des gains entravés. Rapport de l'OFCE sur le tissu productif*, Paris, OFCE-Science po, <https://sciencespo.hal.science/hal-05312174v1/file/RTP-DRIC-2025-OFCE.pdf>
- Boeri T. et R. Perotti, 2023, *PNRR. La grande abbuffata*, Milan, Feltrinelli.
- Bontadini F., C. Corrado, J. Haskel, M. Iommi et C. Jona-Lasinio, 2023, « EUKLEMS & INTANProd : Industry productivity accounts with intangibles. Sources of growth and productivity trends : Methods and main measurement challenges », *MPRA Paper*, n° 126218, https://mpra.ub.uni-muenchen.de/126218/1/MPRA_paper_126218.pdf
- Brandolini A., R. Gambacorta et A. Rosolia, 2018, « Inequality amid income stagnation : Italy over the last quarter of a century », *Banca d'Italia Questioni di Economia e Finanza Occasional Paper*, n° 442, https://www.bancaditalia.it/pubblicazioni/qef/2018-0442/QEF_442_18.pdf?language_id=1
- Broner F., A. Erce, A. Martin et J. Ventura, 2014, « Sovereign debt markets in turbulent times : Creditor discrimination and crowding-out effects », *Journal of Monetary Economics*, vol. 61, pp. 114-142.
- Bugamelli M. *et al.*, 2018, « Productivity growth in Italy : A tale of a slow-motion change », *Banca d'Italia Questioni di Economia e Finanza Occasional Paper*, n° 422, https://www.bancaditalia.it/pubblicazioni/qef/2018-0422/QEF_422_18.pdf?language_id=1
- Calligaris S., M. Del Gatto, F. Hassan, G. I. Ottaviano et F. Schivardi, 2018, « The productivity puzzle and misallocation : An Italian perspective », *Economic Policy*, vol. 33, n° 96, pp. 635-684.
- Calvo G. A., 1988, « Servicing the public debt : The role of expectations », *American Economic Review*, vol. 78, n° 4, pp. 647-661.
- Cerniglia F. et F. Saraceno (eds), 2024, *Investing in Structural Transformation : 2024 European Public Investment Outlook*, Cambridge, Open Book Publishers.
- Cetrulo A., A. Sbardella et M. E. Virgillito, 2023, « Vanishing social classes ? Facts and Graphiques of the Italian labour market », *Journal of Evolutionary Economics*, vol. 33, n° 1, pp. 97-148.
- Cimoli M., G. Dosi et J. E. Stiglitz, 2009, « The future of industrial policy in the new millennium : Towards a knowledge-centered development agenda », in : M. Cimoli, G. Dosi et J. E. Stiglitz (eds), *Industrial Policy and Development : The Political Economy of Capabilities Accumulation*, Oxford, Oxford University Press, pp. 541-560.

- Clemens J., 2021, « How do firms respond to minimum wage increases ? Understanding the relevance of non-employment margins », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 35, n° 1, pp. 51-72.
- CNEL, 2023, *Elementi di riflessione sul salario minimo in Italia. PARTE I: Inquadramento e analisi del problema. PARTE II: Osservazioni conclusive e proposte*, Rome, Commissione dell'Informazione.
- Colombo D. et F. Toni, 2025, « Gas prices and the macroeconomy », *SSRN Working Paper*, n° 5237587.
- Dalle Luche M., D. Guzzardi, E. Palagi, A. Roventini et A. Santoro, 2024, « Tackling the regressivity of the Italian tax system : An optimal taxation framework with heterogeneous returns to capital », *World Inequality Lab Working Paper*, n° 2024-23, https://shs.hal.science/halshs-04753529/file/WorldInequalityLab_WP2024_23_Tackling-the-regressivity-of-the-Italian-tax-system_Final.pdf
- Diewert D., 2015, « Decompositions of productivity growth into sectoral effects », *Journal of Productivity Analysis*, vol. 43, n° 1, pp. 367-387.
- Dosi G., M. Grazzi, C. Tomasi et A. Zeli, 2012, « Turbulence underneath the big calm ? The micro-evidence behind Italian productivity dynamics », *Small Business Economics*, vol. 39, n° 4, pp. 1043-1067.
- Dosi G. et M. E. Virgillito, 2024, « Minimum wage for Italy : From social justice to productive efficiency », *Intereconomics*, vol. 59, n° 4, pp. 231-235.
- Draghi M., 2024, *The Future of European Competitiveness*, Luxembourg, Publications Office of the European Union, 2 vol.
- Dustmann C., A. Lindner, U. Schönberg, M. Umkehrer et P. Vom Berge, 2022, « Reallocation effects of the minimum wage », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 137, n° 1, pp. 267-328.
- FMI, 2020, *Italy : 2020 article IV consultation—press release; staff report; and statement by the executive director for Italy*, country report n° 2020/79, Washington D.C., International Monetary Fund, <https://doi.org/10.5089/9781513537436.002>
- FMI, 2022, *Italy : 2022 article IV consultation—press release; staff report; and statement by the executive director for Italy*, country report n° 22/255, Washington D.C., International Monetary Fund, <https://doi.org/10.5089/9798400217708.002>
- Fornero, E., 2020, « La réforme italienne des retraites : ombres et lumières d'un parcours d'obstacles », *Revue de l'OFCE*, n° 170, pp. 73-98.
- Fuest C., D. Gros, P.-L. Mengel, G. Presidente et J. Tirole, 2024, *EU Innovation Policy : How to Escape the Middle Technology Trap*, CESifo, Università Bocconi, Toulouse School of Economics, https://iep.unibocconi.eu/sites/default/files/media/attach2Report_EU%20Innovation%20Policy_upd_240514.pdf

- Gaffard J.-L. et M. Napoletano, 2025, « Vers une nouvelle industrialisation : une stratégie polycentrique », *Sciences Po OFCE Working Paper*, n° 25, <https://ofce.sciences-po.fr/pdf/dtravail/OFCEWP2025-25.pdf>
- Garcia-Macia D., 2021, « Household wealth and resilience to financial shocks in Italy », *International Journal of Central Banking*, vol. 17, n° 3, pp. 241-272.
- Greco R., 2023, « A structural analysis of productivity in Italy : A cross-industry, cross-country perspective », *Banca d'Italia Questioni di Economia e Finanza Occasional Paper*, n° 825, https://www.bancaditalia.it/publicazioni/qef/2023-0825/QEF_825_23.pdf?language_id=1
- Guerini M., P. Harting et M. Napoletano, 2022, « Governance structure, technical change and industry competition », *Journal of Economic Dynamics and Control*, vol. 135, art. 104294.
- Guzzardi D., E. Palagi, A. Roventini et A. Santoro, 2024, « Reconstructing income inequality in Italy : New evidence and tax system implications from distributional national accounts », *Journal of the European Economic Association*, vol. 22, n° 5, pp. 2180-2224.
- Istat, 2023, *Rapporto annuale 2023. La situazione del Paese*, Rome, Istat.
- Istat, 2025, *Rapporto annuale 2025. La situazione del Paese*, Rome, Istat.
- Juhász R., N. Lane et D. Rodrik, 2024, « The new economics of industrial policy », *Annual Review of Economics*, vol. 16, pp. 213-242.
- Le Garrec G. et V. Touzé, 2024, « Maintien des seniors dans l'emploi en Europe », *Revue de l'OFCE*, n° 184, pp. 203-234.
- Lucchese M., L. Nascia et M. Pianta, 2016, « Industrial policy and technology in Italy », *Economia e politica industriale*, vol. 43, n° 3, pp. 233-260.
- Luccisano M., 2023, « Minimum wage debate in Italy », Eurofound, 29 juin, <https://www.eurofound.europa.eu/en/publications/all/minimum-wage-debate-italy>
- Mayer C., 2013, *Firm Commitment : Why the Corporation Is Failing US and How to Restore Trust in It*, Oxford, Oxford University Press.
- Mazzucato M., 2021, *Public Purpose : Industrial Policy's Comeback and Government's Role in Shared Prosperity*, Cambridge (Mass.), MIT Press.
- Mazzucato M. et al., 2015, « Which industrial policy does Europe need ? », *Intereconomics*, vol. 50, n° 3, pp. 120-155.
- Mazzucato M. et G. Semieniuk, 2017, « Public financing of innovation : New questions », *Oxford Review of Economic Policy*, vol. 33, n° 1, pp. 24-48.
- Nangle T., 2025, « The France-Italy spread has flipped », *Financial Times*, 11 juillet, <https://www.ft.com/content/fb68de9f-69c2-4aac-946e-b7f662c9d649>
- OCDE, 2022, *OECD Reviews of Innovation Policy : Germany 2022 : Building Agility for Successful Transitions*, Paris, OECD Publishing.

- OCDE, 2024, « OECD employment outlook 2024 : Country notes – Italy », https://www.oecd.org/en/publications/oecd-employment-outlook-2024-country-notes_d6c84475-en/italy_f8469085-en.html
- OCDE, 2025, *Global Debt Report 2025 : Financing Growth in a Challenging Debt Market Environment*, Paris, OECD Publishing.
- Onida F., 2021, « Il problema italiano », in : F. Bassanini, G. Napolitano et L. Torchia (eds), *Lo Stato promotore : come cambia l'intervento pubblico nell'economia*, Bologne, il Mulino, pp. 71-84.
- Ostrom E., 2010, « Beyond markets and states : Polycentric governance of complex economic systems », *American Economic Review*, vol. 100, n° 3, pp. 641-672.
- Pianta M., 1996, « L'innovazione nell'industria italiana e gli effetti economici e occupazionali », *Economia e politica industriale*, n° 89, pp. 261-279.
- Pianta M., 2014, « An industrial policy for Europe », *Seoul Journal of Economics*, vol. 27, pp. 277-305.
- Piscitelli P., A. Miani, F. Schittulli, F. Anelli, L. Gesualdo et A. Colao, 2025, « Recognizing the limits of the 21 different Italian healthcare regional systems : An opportunity for change ? », *The Lancet Regional Health-Europe*, vol. 51, art. 101250, [https://www.thelancet.com/journals/lanep/article/PIIS2666-7762\(25\)00042-0/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanep/article/PIIS2666-7762(25)00042-0/fulltext)
- Saez E. et S. Stantcheva, 2018, « A simpler theory of optimal capital taxation », *Journal of Public Economics*, vol. 162, pp. 120-142.
- Sandbu M., 2024, « Understanding America's productivity boom », *Financial Times*, 29 février.
- The Lancet, 2025, « The Italian health data system is broken », *The Lancet Regional Health-Europe*, vol. 48, art. 101206, [https://www.thelancet.com/journals/lanep/article/PIIS2666-7762\(24\)00375-2/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanep/article/PIIS2666-7762(24)00375-2/fulltext)
- Timbeau X., 2025, « Is Europe falling behind the United States ? », *Blog de l'OFCE*, 21 mai, https://www.ofce.sciences-po.fr/blog2024/en/2025/20250521_XT/
- Viesti G., 2023, *Riuscirà il PNRR a rilanciare l'Italia ?*, Rome, Donzelli.
- Zucman G., 2024, *A Blueprint for a Coordinated Minimum Effective Taxation Standard for Ultra-High-Net-Worth Individuals*, rapport pour la présidence brésilienne du G20, <https://gabriel-zucman.eu/files/report-g20.pdf>

ANNEXES

I. Décomposition sectorielle des gains de productivité

Nous présentons maintenant en détail la procédure utilisée dans la section 5.2 pour calculer les contributions sectorielles à la croissance de la productivité et les décomposer. Notre approche suit de près celle de Bock *et al.* (2025) et s'appuie sur la méthodologie introduite par Diewert (2015). Nous quantifions la contribution de chaque secteur à la croissance globale de la productivité en exprimant la productivité globale, γ , comme la somme des productivités sectorielles, γ_i , pondérées par leur part respective d'heures travaillées, S_i , et par leurs prix relatifs, p_i :

$$y = \sum_{i=1}^N S_i p_i \gamma_i. \quad (2)$$

Où nous considérons les N secteurs de l'économie de marché ($i \in 1, \dots, N$).

Le gain de productivité total du secteur des biens échangeables s'obtient donc en additionnant exactement les contributions sectorielles :

$$\frac{\Delta y}{y} = \frac{\sum_{i=1}^N \Delta S_i p_i \gamma_i}{y}. \quad (3)$$

Il est alors possible de décomposer ces gains de productivité en trois termes :

1. Contribution intrasectorielle (au sein d'un même secteur) qui reflète la croissance de la productivité spécifique à chaque secteur.
2. Contribution intersectorielle (entre), qui correspond aux changements dans la répartition des heures travaillées entre les secteurs.
3. Contribution relative aux prix qui reflète l'évolution différenciée des prix relatifs entre les secteurs.

$$\frac{\Delta y}{y} = \sum_{i=1}^N \left(\frac{(\bar{s}_i \bar{p}_i \Delta \gamma_i)}{y} + \frac{(\bar{y}_i \bar{p}_i \Delta S_i)}{y} + \frac{(\bar{y}_i \bar{s}_i \Delta p_i)}{y} \right). \quad (4)$$

Avec $\bar{x} = \frac{x_t + x_{t-1}}{2}$ et $\Delta x = x_t - x_{t-1}$.

Le graphique 10 présente la répartition sectorielle de l'écart de productivité du travail dans le secteur des biens échangeables entre l'Allemagne et l'Italie sur la période 2000-2019. Pour chaque pays, les contributions sectorielles sont calculées à l'aide de l'équation (2). Le graphique indique la différence entre les contributions sectorielles annuelles moyennes de l'Allemagne et les valeurs correspondantes pour l'Italie.

En outre, le tableau A2 présente la décomposition sectorielle de l'écart de productivité du travail pour les trois termes dans le secteur des biens échangeables entre l'Allemagne et l'Italie sur la période 2000-2019, en distinguant les trois composantes définies dans l'équation (4). Les valeurs indiquées correspondent à la différence entre les contributions annuelles pour l'Allemagne et les valeurs correspondantes pour l'Italie pour chaque secteur et chaque composante. Les tableaux A1 et A2 présentent respectivement les décompositions pour l'Italie et l'Allemagne.

II. Variables et sources de données

La productivité du travail du secteur i , γ_i , est mesurée en tant que valeur ajoutée par heure travaillée. Plus précisément, nous utilisons la valeur ajoutée brute à prix constants (VA_Q) divisée par le nombre total d'heures travaillées (H_EMP).

La part du secteur i dans le nombre total d'heures travaillées correspond à H_EMP dans le secteur i divisé par le total H_EMP dans l'économie de marché.

Les prix relatifs p_1 sont définis comme le rapport entre l'indice des prix de la valeur ajoutée brute sectorielle (VA_PI) et l'indice des prix agrégé pour l'économie de marché.

Toutes les variables sont tirées de la base de données EU KLEMS & INTANProd, version 2025. Pour plus de détails, voir Bontadini *et al.* (2023).

Tableau A1. **Décomposition *shift-share* de la croissance de la productivité du travail dans le secteur des biens échangeables en Italie sur la période 2000-2019**

Secteur NACE	Intra-secteur	Inter-secteurs	Prix relatif	Total
Agriculture, sylviculture et pêche (A)	0,0335 (11,9 %)	-0,0770 (-27,3 %)	-0,0578 (-20,5 %)	-0,1012 (-35,8%)
Industries extractives (B)	0,0089 (3,2 %)	-0,0092 (-3,2 %)	-0,0124 (-4,4 %)	-0,0127 (-4,5 %)
Industrie manufacturière (C)	0,2299 (81,5 %)	-0,2849 (-100,9%)	-0,0239 (-8,5 %)	-0,0789 (-27,9 %)
Énergie et déchets (D-E)	-0,0255 (-9,0 %)	0,0065 (2,3 %)	0,0376 (13,3 %)	0,0186 (6,6 %)
Construction (F)	-0,1162 (-41,1 %)	-0,0202 (-7,2 %)	0,1261 (44,7 %)	-0,0102 (-3,6 %)
Commerce et réparation de véhicules (G)	0,4475 (158,5 %)	-0,1170 (-41,5 %)	-0,2643 (-93,6 %)	0,0661 (23,4 %)
Transports et entreposage (H)	0,0351 (12,4 %)	0,0068 (2,4 %)	0,0232 (8,2 %)	0,0652 (23,1 %)
Hébergement et restauration (I)	-0,0937 (-33,2 %)	0,1325 (46,9 %)	0,0528 (18,7 %)	0,0916 (32,4 %)
Information et communication (J)	0,0651 (23,0 %)	0,0231 (8,2 %)	-0,0723 (-25,6 %)	0,0159 (5,6 %)
Activités financières et assurance (K)	0,0495 (17,5 %)	-0,0760 (-26,8 %)	0,0202 (7,1 %)	-0,0063 (-2,2 %)
Activités spécialisées, scientifiques et techn. (M)	-0,0998 (-35,4 %)	0,1080 (38,3 %)	0,0240 (8,5 %)	0,0322 (11,4 %)
Activités services admin, et soutien (N)	-0,0607 (-21,5 %)	0,1644 (58,2 %)	0,0277 (9,8 %)	0,1313 (46,5 %)
Arts, spectacles et activités récréatives (R)	-0,0090 (-3,1 %)	0,0099 (3,4 %)	-0,0244 (-8,5 %)	-0,0234 (-8,2 %)
Autres activités de services (S)	-0,0398 (-14,1 %)	0,0250 (8,9 %)	0,0127 (4,5 %)	-0,0021 (-0,8 %)
Ensemble de l'économie de marché	0,4339 (153,7 %)	-0,0484 (-17,1 %)	-0,1032 (-36,6 %)	0,2823 (100,0 %)

Note : Les contributions sectorielles sont exprimées en points de pourcentage, tandis que les valeurs entre parenthèses représentent la contribution en pourcentage à la croissance totale de la productivité dans le secteur des biens échangeables.

Sources : Données EU KLEMS et calculs des auteurs.

Tableau A2. Décomposition *shift-share* de la croissance de la productivité du travail dans le secteur des biens échangeables en Allemagne sur la période 2000-2019

Secteur NACE	Intra-secteur	Inter-secteurs	Prix relatif	Total
Agriculture, sylviculture et pêche (A)	0,0433 (3,9 %)	-0,0707 (-5,4 %)	0,0394 (3,0 %)	0,0121 (0,9 %)
Industries extractives (B)	0,0057 (0,5 %)	-0,0154 (-1,2 %)	0,0055 (0,4 %)	-0,0042 (-0,3 %)
Industrie manufacturière (C)	0,5361 (40,8 %)	-0,1102 (-8,4 %)	-0,1083 (-8,2 %)	0,3176 (24,2 %)
Énergie et déchets (D-E)	-0,0025 (-0,2 %)	-0,0037 (-0,3 %)	0,0109 (0,8 %)	0,0049 (0,4 %)
Construction (F)	-0,0158 (-1,2 %)	-0,0708 (-5,4 %)	0,1373 (10,5 %)	0,0507 (3,9 %)
Commerce et réparation de véhicules (G)	0,5038 (38,3 %)	-0,0959 (-7,3 %)	-0,1126 (-8,6 %)	0,2953 (22,5 %)
Transports et entreposage (H)	0,0731 (5,6 %)	0,0384 (2,9 %)	-0,0015 (-0,1 %)	0,1101 (8,4 %)
Hébergement et restauration (I)	0,0272 (2,1 %)	0,0038 (0,3 %)	0,0655 (5,0 %)	0,0964 (7,3 %)
Information et communication (J)	0,1362 (10,4 %)	0,0796 (6,1 %)	-0,1272 (-9,7 %)	0,0886 (6,8 %)
Activités financières et d'assurance (K)	-0,0177 (-1,3 %)	-0,0552 (-4,2 %)	0,0844 (6,4 %)	0,0115 (0,9 %)
Activités spécialisées, scientifiques et techn. (M)	-0,0849 (-6,5 %)	0,1644 (12,5 %)	0,0243 (1,8 %)	0,1038 (7,9 %)
Activités services admin. et soutien (N)	-0,0184 (-1,4 %)	0,1613 (12,3 %)	0,0435 (3,3 %)	0,1864 (14,2 %)
Arts, spectacles et activités récréatives (R)	-0,0165 (-1,3 %)	0,0178 (1,4 %)	-0,0178 (-1,4 %)	0,0191 (1,5 %)
Autres activités de services (S)	-0,0056 (-0,4 %)	-0,0081 (-0,6 %)	0,0355 (2,7 %)	0,0218 (1,7 %)
Ensemble de l'économie de marché	1,1640 (88,6 %)	0,0353 (2,7 %)	0,1146 (8,7 %)	1,3183 (100,0 %)

Note : Les contributions sectorielles sont exprimées en points de pourcentage, tandis que les valeurs entre parenthèses représentent la contribution en pourcentage à la croissance totale de la productivité dans le secteur des biens échangeables.

Sources : Données EU KLEMS et calculs des auteurs.

